

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 25 novembre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SEVA NOUVELLE**

Z.I. rte des Rosiers s/Loire  
2 boulevard des entrepreneurs  
49250 Beaufort-En-Anjou

Références : 2025-689\_INSP\_SEVA NOUVELLE – Beaufort en Anjou\_RAP  
Code AIOT : 0006302211

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2025 dans l'établissement SEVA NOUVELLE implanté 2 boulevard des entrepreneurs 49250 Beaufort-en-Anjou. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Une visite d'inspection réalisée sur le site exploité par la société SEVA en 2017 a donné lieu à un arrêté préfectoral de mise en demeure du 27/09/2017 avec des délais de mise en conformité allant de 3 à 12 mois.

Par jugement du 26/01/2018, le tribunal de commerce d'Angers a ouvert une procédure de redressement judiciaire à l'égard de la société SEVA. Par jugement du 31/07/2018, le tribunal de commerce a arrêté le plan de cession de la société SEVA au profit de la société Norman Packaging SAS. Dans ce contexte de reprise, la société SEVA est devenue la société SEVA NOUVELLE SASU.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEVA NOUVELLE
- 2 boulevard des entrepreneurs 49250 Beaufort-en-Anjou
- Code AIOT : 0006302211
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société d'Emballage du Val d'Authion (SEVA) exploite une usine de fabrication d'emballages légers (caisses, cagettes) en bois déroulé, située à Beaufort-en-Vallée.

Les installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation DIDD-2011-n°59 du 17 février 2011.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- ATEX
- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Étude des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 6.2.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 9.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Moyens internes de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 7.5.4.1	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Moyens externes de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 7.5.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Zonage ATEX	Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 7.2.7	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
11	Dispositifs de désenfumage	Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 7.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Stockages extérieurs	Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 7.2.5	Demande d'action corrective	1 mois
13	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 7.4.3	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conditions de stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 5.1.3	Sans objet
2	Propreté des installations	Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 2.1.2	Sans objet
7	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 7.5.5	Sans objet
8	Consignes générales d'intervention	Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 7.5.6	Sans objet
9	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 7.2.6	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que l'exploitant a mis en œuvre des actions correctives afin de solder certaines non-conformités relevées lors des précédentes inspections. Des non-conformités restent toutefois présentes. Il est proposé à monsieur le préfet de mettre en demeure la société SEVA NOUVELLE de corriger ces non-conformités.

En effet, l'arrêté de mise en demeure du 27/09/2017 devient caduc suite au changement d'exploitant au profit de la société SEVA NOUVELLE.

Par ailleurs, des demandes de modification des prescriptions applicables au site sont envisagées par l'exploitant. Ces demandes devront être formalisées auprès du préfet dans un dossier comprenant l'ensemble des éléments d'appréciation.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Conditions de stockage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 5.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.</p> <p>La quantité de déchets de bois (chutes de sciage, écorces, sciures) entreposée sur le site ne doit pas dépasser la quantité produite hebdomadairement. Ces déchets sont stockés soit en récipients fermés pour les déchets pulvérulents ou en plein air à une distance minimum de 10 m des</p>

bâtiments, limites de propriété et stockages de matières combustibles et liquides inflammables.

**Constats :**

Inspection 2017 :

Il avait été constaté la présence de nombreux déchets dispersés sur l'ensemble du site dont des fûts de liquides non identifiés et stockés sans rétention.

L'exploitant avait été mis en demeure de stocker les déchets dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution et de remettre en état de propreté les installations, en procédant à l'évacuation ou l'élimination des déchets.

Inspection 2018 :

Il avait été constaté le rassemblement sur une même zone de fûts de produits dangereux en attente d'analyse et de transfert vers une filière de traitement ou d'élimination autorisée. Les conditions présentaient toujours un risque de pollution des sols (absence de rétention, zone non étanche).

Suite à l'inspection, l'exploitant avait transmis les justificatifs d'enlèvement (BSD Chimirec).

Inspection du 05/11/2025 :

L'exploitant indique que le dernier enlèvement de déchets a été réalisé en 2023 (déchets de maintenance des poids-lourds et fûts vides).

Lors de la visite du site, il a été constaté que les déchets sont entreposés dans des bennes. Il n'a pas été constaté de stockage de déchets liquides.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Propreté des installations**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 2.1.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion de l'établissement

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les surfaces, où cela est possible, sont engazonnées.

Des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

L'exploitant prend des mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets...

**Constats :**

Inspection 2017 :

Il avait été constaté que les installations n'étaient pas maintenues en bon état de propreté. Lors de la visite d'inspection, il avait été constaté la présence de nombreux déchets ou encombrants (véhicules hors d'usage, fûts, pots de peinture, limaille de fer, etc.) dispersés sur l'ensemble du site, ainsi que la présence de poussières, notamment à proximité de la centrale d'aspiration.

L'exploitant avait été mis en demeure de fournir les justificatifs de la réalisation effective du nettoyage des installations, de l'évacuation ou de l'élimination des déchets dispersés.

**Inspection 2018 :**

Il avait été constaté qu'une partie des déchets avait été évacuée (VHU, camions, encombrants aciers...).

Suite à l'inspection, l'exploitant avait transmis les justificatifs attestant de l'élimination des déchets (VHU, fûts, pots de peinture, limaille de fer, amas de bois, DIB, ferrailles...). Pour éliminer les problèmes de dépôts de poussières de bois à l'extérieur, l'exploitant avait indiqué qu'un balayage régulier de la zone était réalisé.

**Inspection du 05/11/2025 :**

L'exploitant indique que des alvéoles sont présentes à l'extérieur pour le stockage d'écorces, de plaquettes de bois et de fines.

Par ailleurs, l'alvéole pour le stockage des fines comporte une toiture afin de limiter les envois.

Les déchets relevés lors des précédentes inspections n'étaient plus présents.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Étude des niveaux sonores**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 6.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bruit

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant fait procéder à un diagnostic de la situation acoustique de ses installations. Il adresse au préfet de Maine et Loire, dans un délai maximum de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les résultats de cette étude et, si nécessaire, le descriptif des mesures prévues pour respecter les niveaux sonores fixés ci-dessus. Les travaux de mise en conformité devront être achevés dans un délai maximum d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

Une nouvelle campagne de mesures de bruit sera réalisée dans les 3 mois suivant la réalisation des travaux de réduction des niveaux sonores. Les résultats en sont transmis au préfet de Maine et Loire accompagnés des commentaires de l'exploitant dans le mois suivant la réception du rapport de mesure.

**Constats :****Inspection 2017 :**

Le dernier diagnostic de la situation acoustique avait été réalisé en 2007 lors de la régularisation administrative du site. La campagne de mesures avait mis en évidence des résultats non conformes par rapport aux niveaux sonores admissibles en limite de propriété et aux niveaux d'émergence dans les zones réglementées. Les dépassements étaient particulièrement marqués au Sud de l'établissement du fait du fonctionnement des écorceuses implantées en extérieur.

Depuis 2007, plusieurs modifications avaient été apportées aux installations du site avec la création d'un nouvel hangar de stockage et la modernisation des machines de travail du bois. Aucune nouvelle campagne de mesures de bruit n'avait été réalisée pour évaluer l'impact de ces modifications.

L'exploitant avait été mis en demeure de réaliser une campagne de mesure du bruit et de fournir un calendrier de réalisation de travaux de mise en conformité dans le cas où les résultats seraient non conformes.

**Inspection 2018 :**

L'exploitant avait indiqué qu'un devis était en cours pour réaliser une nouvelle campagne de

mesures.

Inspection du 05/11/2025 :

L'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé le contrôle des niveaux sonores.

**Non-conformité :** la surveillance des émissions sonores n'a pas été réalisée par l'exploitant.

L'exploitant précise que dans le cadre de la reprise du site en 2018, il avait été convenu avec le sous-préfet de Saumur que les priorités de remise en conformité soient celles liées au risque incendie.

Par ailleurs, l'exploitant ajoute que le site n'a pas fait l'objet de plainte pour nuisance sonore.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Mise en demeure demandant à l'exploitant de faire réaliser une campagne de mesure des niveaux de bruit par un organisme qualifié sous 3 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 4 : Surveillance des émissions atmosphériques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 9.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Air

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant fait procéder annuellement à une campagne de mesures des émissions atmosphériques rejetées par les sources canalisées de l'établissement. Ces contrôles sont réalisés selon les méthodes normalisées en vigueur, par un laboratoire agréé.

Ces contrôles sont réalisés dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations en dehors de périodes de démarrage ou d'arrêt.

Le rapport de contrôle, accompagné des éventuels commentaires de l'exploitant, est adressé à l'inspection des installations classées dans un délai maximum de 3 mois suivant les mesures. La première campagne de mesure sera réalisée au plus tard dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté.

**Constats :**

Inspection 2017 :

Il avait été constaté que les rejets des installations de combustion (chaudière au fioul) et de dépoussiérage de l'atelier de travail du bois n'étaient pas contrôlées.

L'exploitant avait été mis en demeure de réaliser une campagne de mesures des émissions atmosphériques (chaudière et centrale d'aspiration des poussières de l'atelier).

Inspection du 05/11/2025 :

L'exploitant indique qu'un contrôle annuel est réalisé sur la chaudière lors de l'entretien par la société DELALANDRE RETHORE. Toutefois, il s'agit d'un contrôle portant uniquement sur les paramètres de combustion (aucun contrôle des paramètres poussières, SO<sub>2</sub> et NOX en NO<sub>2</sub>).

<p>Selon les données fournies dans le dossier d'autorisation, la chaudière présente une puissance thermique maximale de 1 186 kW. Néanmoins, le classement sous la rubrique 2910 (installation de combustion) est basé sur la puissance thermique nominale. Par définition la puissance thermique maximale est supérieure à la puissance thermique nominale. Par conséquent, selon l'arrêté du 03/08/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910, l'installation de combustion du site n'est pas soumise à une surveillance des rejets atmosphériques.</p> <p>Pas ailleurs, concernant le dépoussiéreur, l'exploitant indique que les émissions des ateliers de sciage du bois sont captées et dirigées vers un cyclone. Aucun contrôle des rejets de poussières n'a été réalisé.</p> <p><b>Non-conformité</b> : aucun contrôle des émissions de poussières de l'installation de dépoussiérage n'a été réalisé par l'exploitant.</p> <p>Comme indiqué au point de contrôle n° 3, les actions de remise en conformité des installations ont été réalisées en priorité sur le volet risque incendie.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Mise en demeure demandant à l'exploitant de faire réaliser un contrôle des émissions de poussières de l'installation de dépoussiérage sous un délai de 3 mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 5 : Moyens internes de lutte contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 7.5.4.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets,</li> <li>• Des robinets d'incendie armés conformes aux normes françaises S 61-201 et S 62-201 de manière que tout point de l'établissement soit atteint par deux jets de lances ; la pression minimale de fonctionnement du robinet d'incendie armé le plus défavorisé ne doit pas être inférieure à 2,5 bars.</li> <li>• Un système de détection incendie de type sprinkler équipant l'atelier de production équipé d'une réserve d'une capacité de 500 m<sup>3</sup>. Le dépôt de produits finis est équipé d'un système de détection incendie dans un délai maximum d'un an à compter de la notification du présent arrêté.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Inspection 2017 :</u></p>



L'exploitant n'avait pas été en mesure de justifier :

- de la mise en conformité de l'installation d'extinction automatique et de son entretien périodique (triennal, décennal), du respect de la fréquence hebdomadaire de contrôle des groupes motopompes
- du bon état de fonctionnement des RIA.

Les hangars de stockage de produits finis ne comportaient pas de détection incendie.

L'exploitant avait été mis en demeure de remettre en conformité les moyens de lutte contre l'incendie et de mettre en place une détection incendie au niveau des stockages de produits finis.

#### Inspection 2018 :

La mise en conformité n'était pas effective. Suite à l'inspection, l'exploitant avait transmis les bons de commande pour mise en conformité des extincteurs, RIA et sprinklage.

#### Inspection du 05/11/2025 :

- Extincteurs et RIA

L'exploitant a présenté le rapport réalisé par la société Saint Bernard Protection le 10/12/2024. Le rapport mentionne des observations sur les extincteurs et les RIA qui ont été levées en interne (numérotation extincteurs, accessibilité...).

Le prochain contrôle est prévu en décembre 2025.

- Système d'extinction automatique

L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle réalisé par DEKRA le 22/09/2025. Le sprinklage couvre le bâtiment de production et les bureaux. Le rapport mentionne des points de non-conformités avec risque de mise en échec. Ces points concernent :

- la présence de stockage à moins de 10 m du bâtiment protégé,
- une pression insuffisante pour couvrir hydrauliquement l'ensemble de la zone.

**Non-conformité :** le système d'extinction automatique présente des non-conformités avec risque de mise en échec.

- Détection incendie

L'exploitant a fourni en décembre 2023 une mise à jour de l'étude de dangers de son site. L'étude présente les modélisations des effets thermiques dans le cadre d'un incendie des hangars A et B dédiés au stockage de produits finis. Les résultats démontrent l'absence d'effets thermiques en dehors des limites de propriété et l'absence d'effet domino.

L'exploitant formule une demande de dérogation à la mise en place d'une détection incendie pour les stockages de produits finis.

L'exploitant précise qu'aucun des hangars n'est couvert par le réseau électrique afin de limiter le risque d'incendie.

Par ailleurs, il s'agit de stockages couverts ouverts. Par conséquent, ils ne sont pas concernés par l'article 19 de l'arrêté du 11/09/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement portant sur la détection incendie.

La demande de dérogation est donc acceptable. Toutefois, il est précisé à l'exploitant qu'elle devra être formulée dans un porter à connaissance au préfet avec l'ensemble des éléments d'appréciation.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Mise en demeure demandant à l'exploitant de lever les non-conformités relevées dans le rapport DEKRA du 22/09/2025 et de fournir un nouveau rapport concluant sur l'absence de risque de mise

en échec du système d'extinction automatique sous un délai de 3 mois.

**Demande d'action corrective :**

Il est demandé à l'exploitant de :

- 
- fournir le prochain rapport de contrôle des extincteurs et RIA levant les observations formulées dans le rapport du 10/12/2024,
- formaliser la demande de modification de prescription par la transmission d'un porter à connaissance au préfet comprenant l'ensemble des éléments d'appréciation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 6 : Moyens externes de lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 7.5.4.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Incendie

**Prescription contrôlée :**

Outre les moyens internes, la défense contre l'incendie est assurée par au moins 3 hydrants situés à moins de 100 m des installations et capables de fournir simultanément un débit total de 180 m<sup>3</sup>/h sous une pression dynamique de 1 bar. L'exploitant s'assure que les poteaux incendie sont capables de fournir le débit demandé ci-dessus.

D'autre part, l'exploitant s'assure de l'accessibilité aux véhicules de lutte contre l'incendie et de la disponibilité de la réserve incendie située à l'Ouest de son établissement. Il tient les justificatifs à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Inspection 2017 :

L'exploitant n'avait pas été en mesure de justifier de la disponibilité des moyens (débit des poteaux incendie et volume de la réserve). Aucune convention de mise à disposition de la réserve n'avait été établie et aucune validation du SDIS sur la réserve n'avait été apportée.

L'exploitant a été mis en demeure d'apporter les justificatifs de la disponibilité des moyens en eau.

Inspection 2018 :

La mise en conformité était en cours de réalisation. Suite à l'inspection, l'exploitant avait demandé un délai pour réaliser une nouvelle étude de dangers (EDD) et obtenir une validation du SDIS.

Inspection du 05/11/2025 :

L'EDD actualisée en décembre 2023 indique un besoin en eau de 1 140 m<sup>3</sup> pour 2 h (besoin en eau le plus important dans le cadre de l'incendie du hangar A).

Les moyens de lutte mis en œuvre sont constitués par :

- le poteau incendie situé à proximité et présentant un débit de 68 m<sup>3</sup>/h,
- la réserve d'eau de 2 500 m<sup>3</sup> (volume utile de 1 500 m<sup>3</sup> selon le SDIS) localisée à 530 m de l'entrée du site,
- la réserve d'eau du sprinklage peut être utilisée en complément (réserve équipée d'une bouche

<p>d'aspiration).</p> <p>La réserve d'eau a fait l'objet d'une convention d'accès avec le propriétaire du terrain (EARL SEPTEMBRE VERT) le 12/12/2023.</p> <p>L'exploitant indique avoir eu un échange avec le SDIS (service prévention de Saumur) quelques semaines avant la visite d'inspection. Le SDIS aurait validé les moyens en eau disponibles toutefois aucun compte-rendu n'était disponible au moment de l'inspection.</p> <p>L'exploitant indique qu'une réflexion est en cours pour mettre en place une bâche d'eau souple sur le site afin de pérenniser les moyens en eau.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande de justificatif :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir le compte-rendu issu de la réunion avec le SDIS validant les moyens en eau.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 7 : Consignes de sécurité**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 7.5.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accident</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,</li> <li>• Les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),</li> <li>• Les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,</li> <li>• Les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,</li> <li>• La procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, ...</li> <li>• La procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Inspection 2017 :</u></p>

Il avait été constaté l'absence de consignes de sécurité.  
L'exploitant a été mis en demeure de rédiger des consignes de sécurité.

Inspection 2018 :

L'exploitant avait indiqué avoir rédigé les consignes de sécurité (procédure arrêt d'urgence, procédure fuite de produits, procédure d'alerte incendie, indication moyen d'extinction incendie). Les justificatifs attestant de la formalisation des consignes de sécurité n'avaient pas été communiqués.

Inspection du 05/11/2025 :

L'exploitant a présenté le livret d'accueil fourni à chaque nouvel arrivant. Le livret détaille les consignes de sécurité du site (consignes générales) et fait l'objet d'un visa du salarié.

L'exploitant indique qu'aucune consigne n'est rédigée en cas d'arrêt d'urgence ou de fuite de produits. Il précise que les fines de bois sont présentes en quantité suffisante et peuvent être utilisée comme absorbant si nécessaire.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Consignes générales d'intervention**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 7.5.6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Formation

**Prescription contrôlée :**

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.

**Constats :**

Inspection 2017 :

Il avait été constaté que le personnel n'était pas entraîné à l'application de consignes pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs. Il n'y avait pas d'équipe d'intervention.

L'exploitant a été mis en demeure de mettre en place une équipe de première intervention et de procéder à la formation du personnel.

Inspection 2018 :

La formation du personnel avait été réalisée (moyens de lutte contre l'incendie, guide file/serre-file).

L'exploitant n'avait pas transmis les justificatifs attestant de la formation du personnel dans le domaine de la sécurité.

Inspection du 05/11/2025 :

L'exploitant indique que 9 membres du personnel sont formés à la manipulation des extincteurs et RIA. L'attestation de formation du 25/01/2024 par l'organisme SECURIFOR a été présentée.

Aucun exercice d'évacuation ou de défense contre l'incendie n'a été réalisé. L'exploitant indique être en cours de recrutement d'un HSE afin de prendre cette thématique en charge.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 9 : Installations électriques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 7.2.6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Incendie

**Prescription contrôlée :**

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises qui lui sont applicables. Toutes les parties des installations susceptibles d'emmagasiner des charges électriques sont reliées à une prise de terre conformément aux normes en vigueur. Cette mise à la terre est distincte de celle du paratonnerre éventuel.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

A proximité d'au moins la moitié des issues de l'atelier de production est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique pour chaque cellule. Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur du bâtiment, sont situés dans des locaux largement ventilés et isolés du bâtiment et des dépôts par un mur et des portes coupe-feu, munies d'un ferme-porte. Ce mur et ces portes sont respectivement de degré REI 120 et EI 120.

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.

Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

**Constats :**

Inspection 2017 :

L'exploitant n'avait pas été en mesure de justifier de la prise en compte des non-conformités relevées lors des contrôles (65 non-conformités dont la plupart étaient déjà signalées).

L'exploitant avait été mis en demeure de procéder à la remise en conformité des installations électriques.

Inspection 2018 :

L'exploitant avait indiqué avoir réalisé une partie des travaux de mise en conformité (50% réalisé). Le tableau de suivi avait été transmis suite à l'inspection.

Inspection du 05/11/2025 :

L'exploitant a présenté le dernier rapport Q18 réalisé par la société Bureau Veritas le 09/10/2025. Le rapport conclut à l'absence de risque d'incendie et d'explosion.

Le rapport Q19 réalisé par la société DEKRA le 17/03/2025 met en évidence 2 anomalies. L'exploitant indique qu'elles ont été levées en interne par l'électricien du site.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

N° 10 : Zonage ATEX

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 7.2.7
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie/explosion
---

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

<b>Constats :</b>
-------------------

Inspection 2017 :

L'exploitant n'avait pas été en mesure de présenter un plan de zonage ATEX et de justifier de la conformité des équipements présents dans ces zones.

L'exploitant a été mis en demeure de définir les zones dans lesquelles peuvent apparaître des atmosphères explosives et de répertorier sur un plan et le porter à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Inspection du 05/11/2025 :

L'exploitant a présenté le rapport de conformité ATEX réalisé par la société DEKRA le 10/09/2024. Des observations sont formulées. L'exploitant indique qu'elles sont traitées par l'électricien du site, toutefois lors de l'inspection il n'est pas en mesure de préciser les actions réalisées par manque de traçabilité.

**Non-conformité :** les équipements présents en zone ATEX présentent des non-conformités.

Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis l'état d'avancement des travaux de remise en conformité. Certains travaux restent à réaliser et sont planifiés par l'exploitant (finalisation des travaux prévue en décembre 2025).

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
--

Mise en demeure demandant à l'exploitant de fournir un rapport de conformité ATEX levant les observations formulées dans le rapport DEKRA du 10/09/2024 sous 3 mois.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
---

<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
---

<b>Proposition de délais :</b> 3 mois
---------------------------------------

**N° 11 : Dispositifs de désenfumage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 7.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.</p> <p>L'atelier de production est équipé en partie haute de dispositifs de désenfumage conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs, dont la surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à 1% de la superficie des locaux, doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont accessibles à proximité des accès. Elles sont signalées.</p> <p>L'atelier de production est recoupé en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1600 m<sup>2</sup> et d'une longueur maximale de 60 m.</p> <p>L'exploitant fait procéder à une étude technico-économique sur les possibilités de désenfumage de l'atelier. Il transmet au préfet de Maine et Loire les conclusions de cette étude et ses propositions de mise en conformité accompagnées d'un échéancier de mise en œuvre dans un délai maximum d'un an à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>L'établissement est équipé d'un système d'alarme sonore incendie non confondu avec une autre signalisation.</p> <p>Les locaux sont aménagés pour permettre une évacuation rapide des personnels dans deux directions opposées. Les accès sont maintenus dégagés.</p>
<b>Constats :</b> <p><u>Inspection 2017 :</u></p> <p>L'exploitant n'avait pas été en mesure de justifier de la conformité des exutoires de l'atelier de production (surf &gt; 1% de la superficie des locaux). Il avait été constaté des dégradations et anomalies sur les exutoires (poussières empêchant l'ouverture, absence d'identification des commandes, câbles cassés....)</p> <p>L'exploitant a été mis en demeure de procéder à la remise en conformité du désenfumage de l'atelier de production et d'assurer une surface utile d'ouverture de 1% de la superficie des locaux.</p> <p><u>Inspection 2018 :</u></p> <p>L'exploitant avait indiqué avoir effectué un bilan en 1995 qui concluait à la conformité des installations. Néanmoins, l'exploitant prévoyait de refaire le point sur la surface utile de désenfumage de ses locaux.</p> <p><u>Inspection du 05/11/2025 :</u></p> <p>L'exploitant indique que le bâtiment de production est découpé en 2 ateliers :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'atelier 1 correspond à la zone d'activité actuelle, il s'agit d'une extension du bâtiment d'origine ;</li><li>- l'atelier 2 correspond au bâtiment d'origine, il est actuellement occupé par l'atelier de maintenance, la zone de stockage de pièces de rechange et une ancienne ligne de production à l'arrêt.</li></ul> <p>Les 2 ateliers ne sont pas séparés par un mur, ils présentent des hauteurs de toitures différentes.</p> <p>Suite aux dernières inspections, l'exploitant a fait réaliser une étude de conformité du système de</p>

<p>désenfumage par la société Saint Bernard Protection. Seul l'atelier 1 est équipé d'exutoires de désenfumage à hauteur de 1.74 % de la surface totale (exutoires à commande manuelle).</p> <p>L'atelier 2 comprend des panneaux translucides en toiture. L'exploitant indique qu'en cas d'incendie les plaques vont fondre et permettre l'évacuation des fumées. Selon l'EDD transmise en 2023, la surface des panneaux représente 4.9 % de la surface totale de l'atelier 2.</p> <p>L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification du désenfumage réalisé par la société Saint Bernard Protection le 10/12/2024. Le rapport mentionne des observations (ouvertures non complètes sur 3 exutoires, commande endommagée). L'exploitant a transmis un devis et le bon de commande pour réaliser les travaux de remise en conformité. Les travaux sont programmés en décembre (semaine 52) lors de l'arrêt usine. Le contrôle réglementaire sera réalisé à la suite des travaux.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande de justificatif :</b>  Il est demandé à l'exploitant de :  - fournir le rapport de contrôle du désenfumage levant les non-conformités mentionnées dans le rapport du 10/12/2024,  - transmettre une étude technico-économique portant sur le désenfumage afin de définir les moyens pouvant être mis en œuvre à un coût économiquement raisonnable.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 12 : Stockages extérieurs

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 7.2.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risque incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>.../...</p> <p>Les stockages de grumes sont situés à une distance minimale de 5 m des limites de propriété. Leur hauteur est limitée à un maximum de 5 m. Ces stockages de grumes sont réalisés de manière à assurer la stabilité des grumes.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du site, il a été constaté que les stockages de grumes sont localisés en limites de propriété.</p> <p>L'exploitant indique qu'une grume est placée longitudinalement au stockage afin de ne pas déborder sur la limite de propriété. Toutefois, cette grume fait partie du stockage et est localisée à proximité immédiate de la clôture.</p> <p><b>Non-conformité :</b> les stockages de grumes ne sont pas situés à une distance minimale de 5 m des limites de propriété.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>



<b>Demande d'action corrective :</b> Il est demandé à l'exploitant de maintenir une distance minimale de 5 m entre le stockage de grumes et la limite de propriété.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 13 : Rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 7.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution des sols
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li> <li>- 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,</li> <li>- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.</li> </ul> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence. Elles ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.</p> <p>L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence.</p> <p>Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.</p> <p>La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.</p> <p>Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.</p>
<b>Constats :</b>  <p>Lors de la visite du site, au niveau de la station de distribution de carburant, la présence d'un GRV d'Ad Blue (Urée en solution) entreposé directement sur le sol, sans dispositif de rétention, a été constatée.</p> <p><b>Non-conformité :</b> le stockage d'Ad Blue n'est pas associé à une capacité de rétention.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Demande d'action corrective :</b> Il est demandé à l'exploitant de placer le stockage d'Ad Blue (Urée en solution) sur rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois